

Grève générale contre la réforme des retraites en Autriche

LE MONDE | 03.06.03 | 12h34

Vienne de notre correspondante

La confédération syndicale autrichienne, l'ÖGB, a lancé un mot d'ordre de grève générale, le mardi 3 juin, pour obtenir du gouvernement de droite de nouvelles concessions sur la réforme des retraites. Etablissements scolaires et jardins d'enfants fermés, transports publics paralysés, débrayages dans de nombreuses entreprises du secteur privé, postiers, éboueurs, douaniers et policiers en grève : cette démonstration de force, la plus importante depuis un demi-siècle en Autriche, devrait causer de sérieuses perturbations de la vie économique. Le ministre des finances, Karl-Heinz Grasser, auquel les syndicats reprochent de vouloir "*boucher les trous du budget*" à l'aide d'expédients coûteux pour les salariés, a renoncé à assister à la réunion européenne de l'Ecofin, à Bruxelles, l'autoroute de l'aéroport étant bloquée dès 5 heures du matin par des manifestants. Le chef de l'ÖGB, le social-démocrate Fritz Verzetnitsch, s'est rendu à moto à une assemblée de grévistes.

AU DIAPASON DE LA "MODERNITÉ"

Après la première journée de mobilisation contre la réforme, le 6 mai, le gouvernement du chancelier Wolfgang Schüssel avait pourtant lâché du lest, au cours de trois séances de négociations avec la chambre patronale et les syndicats. La baisse de revenus pour les futurs retraités sera limitée à 10 % (contre 20 % en moyenne dans le projet initial), et le vote de la loi litigieuse au parlement, qui était prévu pour le 4 juin, a été repoussé à une date encore indéterminée. Mais les fronts se sont durcis, la bataille sur les retraites recouvrant un affrontement plus profond sur le rôle que le mastodonte syndical (1,4 million d'inscrits sur 8 millions d'habitants) peut espérer jouer à l'avenir, dans un pays que M. Schüssel, à l'instar de Silvio Berlusconi en Italie ou jadis de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, veut mettre au diapason de la "modernité".

L'Union des industriels autrichiens envisage de porter plainte contre l'ÖGB, pour sabotage de la productivité - et de la réputation de l'Autriche comme havre de paix sociale. Au près de l'opinion publique, les arguments des syndicats passent cependant mieux que ceux du gouvernement : 58 % des salariés (68 % chez les moins de trente ans) estiment justifiée cette nouvelle journée de grève, et 80 % des personnes interrogées approuvent la revendication de l'ÖGB de reporter la réforme jusqu'à l'automne. Le chancelier Schüssel a perdu en quelques semaines une bonne part du crédit conquis lors des législatives de novembre 2002, dont son parti, l'ÖVP (chrétien conservateur), était sorti grand vainqueur.

Il doit résister non seulement au mouvement social, encouragé par l'opposition de gauche et les syndicalistes conservateurs de la puissante fonction publique, mais aussi aux pressions de ses alliés populistes du FPÖ. La bataille sur les retraites a en effet permis à Jörg Haider, qui se pose en défenseur des "petits", de revenir sur le devant de la scène, au détriment du chef en titre du parti, le vice-chancelier Herbert Haupt. Au terme d'une réunion houleuse, dans la nuit de lundi à mardi, la direction du FPÖ a finalement accepté une réforme qui était le prix de son retour au gouvernement, fin février. Mais elle exige des négociations supplémentaires avec l'ÖVP au sein du "conseil de coalition": M. Schüssel devra y affronter à nouveau Jörg Haider, éternel miraculé de la vie politique autrichienne.

Joëlle Stolz

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 04.06.03